

# Impact by Accenture

Les services financiers se sont engagés auprès de leurs clients dans la promotion de la transition énergétique et dans la conversion vers une économie résiliente. **Au sein d'Accenture, nous avons développé un pôle d'expertise services financiers Sustainability** pour accompagner nos clients sur leurs enjeux stratégiques et opérationnels liés à l'impact et à la durabilité. Nous vous proposons de partager dans cette lettre les actualités en relation avec **la thématique « Technology & Sustainability »**, autour des quatre rubriques suivantes :



## À la Une

**Comment accélérer sa transformation durable grâce à la technologie ?**

## Sustainable by design

**Green IA : fondamentaux et cas d'usage services financiers**

## Veille réglementaire

**La technologie au service de la réglementation**

## Innovation for good

**Garnot, une infrastructure IT à impact positif**

## En chiffres

# 752

entreprises

devenues sociétés à mission en France à date (x 2 depuis fin 2021)

# 5%

sur performance de l'indice

Euronext Eurozone ESG Large 80 vs Euronext (depuis fin 2021)

# 1 073

fonds labellisés ISR à date

(+ 23% depuis fin 2021)

# 95,3 Mds\$

Green Bonds

émis en Europe sur H1 2022 (33% du total émis en 2021)

Sources : Observatoire des entreprises à mission, lelabelisr.fr, Euronext, Novethic, Climate Bonds Initiative

## À la Une

### La technologie responsable : où en sont les entreprises françaises ?

En matière de numérique et de développement durable, les entreprises françaises et mondiales sont constamment challengées à innover pour développer et intégrer les pratiques de technologie responsable.

C'est à l'occasion du Forum de Giverny 2022 que le Cercle de Giverny – un laboratoire d'idées hybride décidé à agir en faveur du déploiement opérationnel de la RSE systémique – et Accenture dévoilent les résultats de l'étude « Technologie responsable en France », qui s'appuie sur une analyse mondiale menée par Accenture Research auprès de plus de 500 grandes entreprises, dont une soixantaine d'entreprises françaises.

Ces résultats sont encourageants : **les engagements des entreprises françaises vont au-delà des objectifs de neutralité carbone** et la technologie est largement considérée comme un levier de développement durable et pleinement prise en compte par les pouvoirs publics. En revanche, **les ambitions de technologie responsable doivent être davantage**

# 4%

seulement des entreprises

en France ont mis en place une approche véritablement holistique, **contre 7% au niveau mondial.**

La plupart (60%) sont en train d'intensifier leurs initiatives en matière de technologie responsable, et 18% d'entre elles (contre 3% au niveau mondial) n'ont pas encore de stratégie.

**intégrées aux stratégies globales et de développement durable des entreprises,** en France et dans le monde.

Pour aborder la technologie responsable de manière holistique et accélérer son implémentation dans la stratégie d'entreprise, trois axes majeurs de réflexion se dégagent :





**1. la mise en œuvre de la technologie au service du développement durable,** par exemple, l'utilisation de l'IA pour améliorer l'efficacité des chaînes d'approvisionnement ou bien la blockchain pour la transparence et la traçabilité ;

*« 100% des collaborateurs IT & Tech ont un indicateur Sustainability dans l'évaluation de leur performance individuelle en fin d'année. Chacun à son niveau intègre ce qui peut être fait pour suivre les formations spécifiques et réduire l'utilisation des capacités de calcul et des réseaux, des flux et du stockage. C'est très mobilisateur, nous avons tous un rôle à jouer ! »*

**Ariane Thomas,**  
Global Tech Director Sustainability, L'Oréal

**2. la prise en compte de l'impact environnemental et social de la technologie,** c'est-à-dire la conception et le développement de technologies responsables et la recherche de bénéfices environnementaux et sociaux tout au long de leur cycle de vie ;

*« Chez Aéroports de Paris, nous travaillons sur plusieurs fronts, à commencer par la réduction des impacts de notre IT. Sur ce sujet, nous sommes passés à une approche end of life pour tous nos équipements, les réparant jusqu'à ce qu'ils soient inutilisables. Cela nous a permis de faire passer la durée de vie moyenne de nos ordinateurs portables à 5-6 ans par exemple. »*

**David Krieff,**  
Directeur des Systèmes d'Information, Groupe ADP

**3. enfin, la collaboration avec l'écosystème** par des stratégies de partenariat entre entreprises, start-up et universités qui permettent un gain mutuel et œuvrent pour la convergence des solutions.

*« En France, nous avons offert des jours à tous nos collaborateurs pour qu'ils s'engagent auprès de l'ONG de leur choix. Et il y a un indicateur de performance pour suivre cette initiative. Nous encourageons nos collaborateurs en ce sens car nous sommes conscients des impacts positifs que toute action solidaire, individuelle ou collective, peut avoir sur la société. »*

**Jacques Pommeraud,**  
EVP France et Afrique, Membre du comité exécutif et du comité RSE Groupe, Bureau Veritas

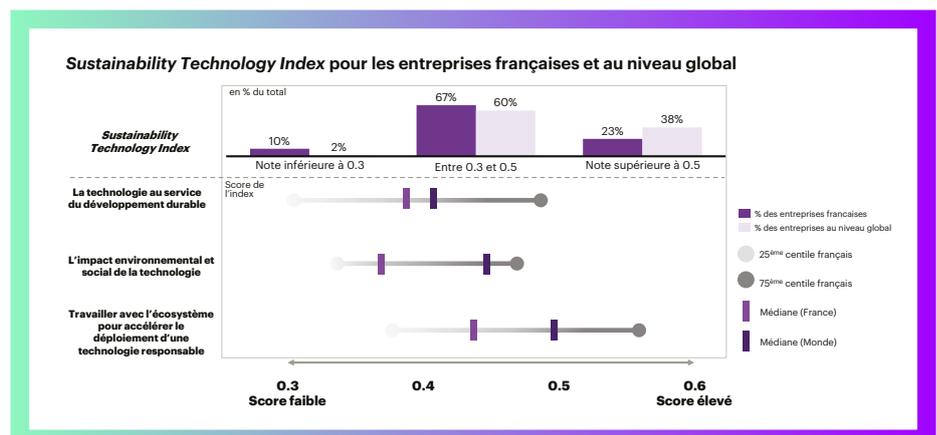
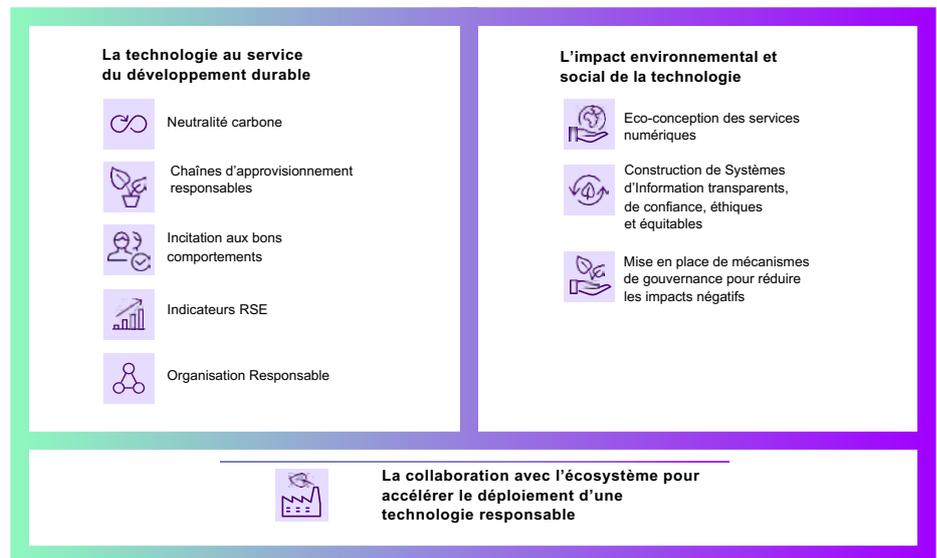
Un « Sustainability Technology Index » développé dans le cadre de l'étude menée permet de mesurer le succès des entreprises à combiner ces trois impératifs. Un fort potentiel est observé chez les entreprises françaises, qui démontrent en nombre une adoption dans la moyenne, cependant un léger décrochage apparaît dans l'adoption globale et l'avancée des grands principes. C'est sur l'aspect de l'impact environnemental et social de la technologie que la marge d'amélioration est la plus importante. En revanche, leur prise en compte des facteurs d'inclusion en plus des facteurs environnementaux se démarque.

Alors, pour mettre à l'échelle l'impact positif, les entreprises doivent avant tout intégrer les principes de développement durable dans le cycle de vie de la technologie mise en œuvre, impulser une culture d'entreprise qui l'utilise et en promeut les bénéfices tout en capitalisant sur des partenariats de valeur pour en favoriser le développement.

## En bref

**Six recommandations** à suivre pour les entreprises qui souhaitent initier ou accélérer un projet numérique au service du développement durable :

- **#1** Atteindre les objectifs de décarbonation en exploitant les technologies et en réinventant les chaînes d'approvisionnement
- **#2** Adopter de nouvelles pratiques comme le pilotage par des indicateurs carbone et la gestion d'un budget carbone au sein de l'entreprise
- **#3** Intégrer la performance ESG au sein du cycle de vie des services numériques
- **#4** Instituer les bons mécanismes de gouvernance pour briser les silos et accélérer la transformation
- **#5** Mettre les ressources en commun et élaborer un plan d'action collectif autour des données ESG
- **#6** Renforcer le décloisonnement entre le monde académique, l'administration publique et le monde de l'entreprise



# Green IA : fondamentaux et cas d'usage services financiers



L'intelligence artificielle (IA) est omniprésente mais les pratiques doivent encore être encadrées. Intégrer un changement de paradigme vers des pratiques durables est possible à travers la notion de **Green IA**. Ce terme désigne l'utilisation de l'IA tout en respectant des critères de frugalité, énergétique notamment. En effet, les comportements utilisateurs sur internet sont extrêmement voraces en énergie, en raison de fonctionnalités de meilleure qualité par exemple. De la même manière, l'entraînement des algorithmes d'IA, et plus particulièrement des algorithmes de deep learning, consomme énormément de données, afin d'être précis dans leurs résultats.

Le schéma ci-dessous illustre comment il est possible d'atteindre le même objectif tout en diminuant drastiquement les ressources mises à contribution.

C'est en effet en incluant ces considérations « by design » lors de la conception de l'algorithme d'IA que le concept de Green IA prend toute sa valeur, en trouvant le compromis entre efficacité énergétique et précision du modèle à générer des résultats pertinents.

## Comment l'IA peut accompagner les banques dans leur transformation ESG ?

À partir de 2024, les banques vont devoir publier leur Green Asset Ratio, soit leur alignement à la taxonomie, et les travaux ont déjà commencé depuis 2022 avec les publications sur leurs pourcentages d'actifs éligibles à la taxonomie. L'enjeu autour des données ESG est clé et cela inclut :

- la collecte de nouvelles données sur

les clients (corporate notamment) ;

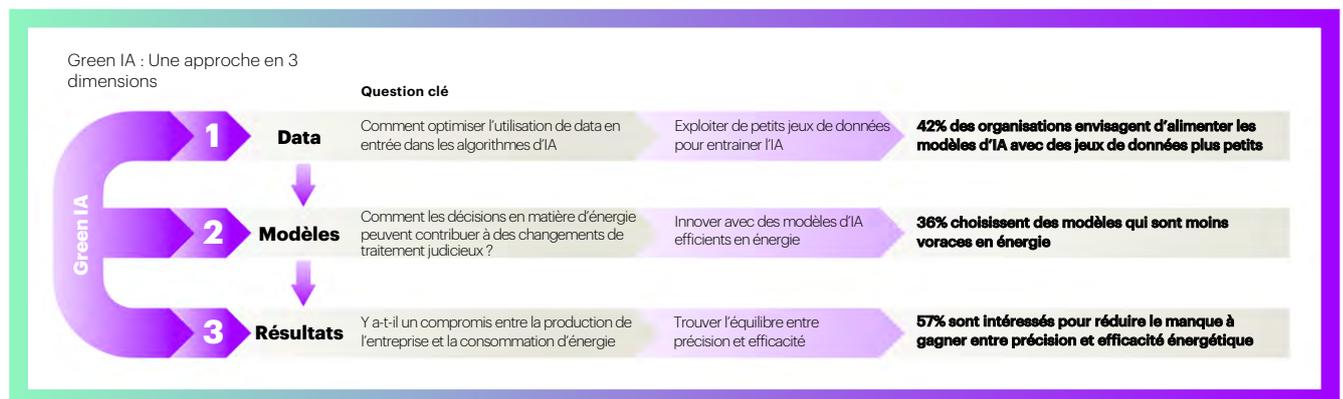
- la stratégie de sourcing de ces données (interne par le conseiller ou en selfcare client vs par des fournisseurs externes ou automatisé) ;
- leur structuration dans les outils et systèmes de la banque, avec un impact sur les process décisionnels et opérationnels.

Jusqu'à présent, toutes ces données clients sont majoritairement traitées par des collaborateurs de la banque appartenant à des équipes différentes et à de multiples niveaux – les flux de ces données ESG restant en général à rationaliser et à organiser. Dans le futur, le machine learning pourra aider à classifier les transactions vertes à reporter dans le cadre de la taxonomie. L'algorithme pourra en effet effectuer une présélection. Ce processus est appelé auto-classification.

### Chez Deutsche Bank, Murat Cavus développe les nouvelles technologies pour accélérer les efforts de la banque sur le développement de la finance durable.

« Avec l'auto-classification, nous pourrions libérer nos conseillers d'une énorme charge de travail », assure-t-il. Les suggestions de l'algorithme devront toujours être validées par un humain, mais « l'auto-classification va fournir des informations supplémentaires pour faciliter la décision finale ». Deutsche Bank investit beaucoup dans l'IA car la banque pense que c'est une des technologies qui peuvent changer radicalement toutes les industries, sans exception pour les services financiers.

« Nous allons utiliser de plus en plus de technologies pour raccourcir les process standards, avec une empreinte carbone plus faible également. Cela nous permet de mieux servir nos clients et de verdir la banque. »



# Veille réglementaire

## Les pouvoirs publics s'emparent de la technologie responsable

La technologie est considérée comme un levier important de mise en œuvre des initiatives de développement durable par 96% des entreprises françaises. Les pouvoirs publics, en plus des entreprises, s'emparent de la technologie responsable et visent une normalisation du sujet « numérique responsable ». Pour exploiter pleinement le potentiel, **la stratégie de technologie responsable doit être complètement alignée avec la stratégie de développement durable.**

Dans cette optique, la France a adopté la loi REEN (Réduire l'empreinte environnementale du numérique) en 2021, dont l'un des enjeux forts est de maîtriser la consommation d'énergie, en augmentation permanente. La loi REEN contient notamment :

- la création d'un observatoire des impacts environnementaux du numérique ;
- la création d'un système de labellisation « Numérique responsable » des organisations ;
- la création d'une mission interministérielle numérique écoresponsable.

À partir de 2025, les communes de plus de 50 000 habitants devront se doter d'une stratégie numérique responsable qui équilibre la mise en place des infrastructures numériques (ex. datacenters) dans le secteur public avec la consommation d'énergie et l'empreinte carbone.

## Greenomy : un acteur de la technologie pour faciliter les déclarations extra-financières

Avec l'entrée en application partielle de la taxonomie de l'UE à partir de janvier 2022, les institutions financières ont désormais l'obligation de s'aligner sur celle-ci pour déclarer l'éligibilité des activités et investissements contribuant aux objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Cette obligation ne fera que croître à partir de janvier 2023 avec l'élargissement du périmètre d'application.

Pour accompagner les acteurs concernés, **Greenomy offre une plateforme basée sur le cloud qui facilite l'interaction et la coordination automatisées entre toutes les parties prenantes** afin de garantir que

les données alignées sur la taxonomie sont créées, certifiées et diffusées rapidement et efficacement.

Par exemple, sa solution Lender Portal permet aux institutions de crédit de mesurer, de déclarer et d'améliorer la durabilité de leur loan book, en canalisant la réorientation des financements vers des activités plus durables.

Greenomy collabore avec plusieurs acteurs des services financiers en Europe pour offrir ses solutions Sustainability, notamment en Belgique.



# Innovation for good

## QARNOT

Qarnot est une « Platform as a Service » (PaaS) française possédant des serveurs informatiques déployés non pas dans des datacenters mais dans des bâtiments existants, et qui va **valoriser – jusqu'à 96% – la chaleur induite par ses serveurs.** Qarnot diminue donc à la fois **l'empreinte carbone du refroidissement des serveurs et celle du chauffage des bâtiments.**

Qarnot fournit de la puissance de calcul à des clients comme Natixis, BNP Paribas et Société Générale, dont les analyses de risques

nécessitent le « High Performance Computing » (HPC), une activité génératrice de chaleur et très gourmande en énergie.

Depuis 2021, Qarnot met à disposition de ses clients le rapport « **Carbon Facts** », qui permet de **quantifier l'empreinte carbone des calculs.**

Qarnot installe également des serveurs dans des logements sociaux afin de fournir du chauffage gratuitement à des populations moins favorisées, et sert donc ainsi à la fois les enjeux environnementaux et les enjeux sociaux de l'ESG.



Qarnot a remporté le prix « **Coup de cœur** » du challenge **Fintech for Tomorrow 2021**

## Vos contacts



**Laure Moaty Richon**

[laure.moaty.richon@accenture.com](mailto:laure.moaty.richon@accenture.com)



**Jean-Marc Breitwiller**

[j.breitwiller@accenture.com](mailto:j.breitwiller@accenture.com)



**Frédérique Deau-Blanchet**

[f.deau-blanchet@accenture.com](mailto:f.deau-blanchet@accenture.com)